

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUTTENES ALBERTUS FRANCE

ZI de Pont-Brenouille
BP 309
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/235/25-AL/SL
Code AIOT : 0005101473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits. Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013. Le site est classé SEVESO seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PC n°3 : Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	PC n°7 : Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	PC n° 11 : Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC n°1 : Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	PC n°2 : Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	PC n°4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
5	PC n°5 : Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	PC n°6 : Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
8	PC n°8 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
9	PC n°9 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
10	PC n°10 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
12	PC n°12 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
13	PC n°13 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 28 avril 2025 a porté sur la thématique PFAS. Lors des différentes campagnes de recherche dans les rejets aqueux de son site, l'exploitant a mesuré la présence de certains PFAS (en très faible quantité). Les seules causes identifiées à ce stade sont l'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS et la présence de PFAS dans l'eau prélevée dans le forage.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan de substitution de ses émulseurs et de transmettre son stock d'émulseur contenant du PFOA à la DGPR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC n°1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé des analyses sur les PFAS présents dans ses rejets en eaux lors de deux campagnes de trois mois (septembre, octobre et novembre 2023 puis décembre 2024, janvier et février 2025). Les résultats de ces analyses PFAS ont été enregistrés sur l'application GIDAF. Les rapports d'analyses sont également mis sur GIDAF. Les résultats mis en ligne sur GIDAF sont cohérents avec les résultats des rapports.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC n°2 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Le site ne rejette aucune eau de process. L'exploitant mentionne la présence de deux points de rejets sur le site : -> PR1 situé au sud de l'établissement comporte les eaux pluviales et les eaux de refroidissement en circuit ouvert (eau issue du forage du site sans contact avec le process - échangeur à plaques) ; -> PR2 situé le plus au nord de l'établissement ne collecte que les eaux pluviales. Ces deux points de rejets se déversent dans la rivière Oise.

L'exploitant ajoute avoir également réalisé, dans le cadre de la dernière campagne PFAS (2024/2025), une analyse au niveau de l'alimentation en eau du site (forage).

Lors des différentes campagnes de recherche de PFAS, la concentration en PFOS était inférieure à la limite de quantification (fixée à 20 ng/l pour la campagne de 2023 et 4 ng/l pour la campagne 2024/2025). Il en est de même pour les eaux issues du forage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC n°3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant tient à jour une liste PFAS.

Pour établir sa liste, l'exploitant a recherché au sein des FDS des matières entrantes l'existence de PFAS. L'exploitant ajoute que dans la mesure où il n'y a pas d'obligation d'inscrire dans la FDS les substances dont la concentration est inférieure à 0.1%, il a sollicité l'ensemble des fournisseurs via le service achat afin d'avoir l'information. Un tableau de réponse des fournisseurs est tenu par l'exploitant. Pour le moment aucun fournisseur n'a répondu que des PFAS étaient présents dans leurs produits.

L'exploitant a également sollicité le laboratoire interne au site de Pont Sainte Maxence afin de savoir si des substances PFAS peuvent être produites par dégradation. L'exploitant a présenté un mail du 12 juillet 2024 du laboratoire interne mentionnant que ce n'était pas possible.

L'exploitant a identifié un seul produit contenant des PFAS qui est l'émulseur AFFF du système incendie. Ce dernier est livré en vrac et stocké dans une cuve de 5 m³ sur le site. En complément, la fiche de données de sécurité de l'émulseur utilisé sur le site de Pont Sainte Maxence liste une composition de produits dont des PFAS.

Ces PFAS ont été intégrés à la liste des PFAS recherchés et ont été analysés lors de la campagne de décembre 2024 à février 2025.

L'exploitant a fait réaliser une analyse de l'émulseur par la société Agrolab le 12 décembre 2024. Le rapport d'analyse du 20 janvier 2025 a été présenté. Il en ressort les PFAS suivants :

- Acide 2-(Perfluorhexyl)ethane-1-Sulfonique (6:2 FTS) : 4900 µg/l ;
- Acide 1H,1H,2H,2Hperfluorohexanesulfonique (4:2 FTS) : 10 µg/l ;
- 6:2 FTAB (Capstone B) : 460000 µg/l ;
- Acide perfluorobutanoïque (PFBA) : 27 µg/l ;
- Acide perfluorobutanoïque (PFPeA) : 10 µg/l ;
- Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 150 µg/l ;
- 1H,1H,2H,2H-Perfluoro-1-octanol (6:2 FTOH) : 1000 µg/l.

Cette analyse a permis de mettre en avant la présence de 5 substances PFAS (6:2 FTS, 4:2 FTS, Capstone B, PFPeA et 6:2 FTOH) non mentionnées dans la liste du fournisseur de l'émulseur.

L'exploitant mentionne qu'il n'a pas pu ajouter ces substances à la liste des PFAS à analyser étant donné que la campagne d'analyse (décembre 2024 à février 2025) avait déjà commencé.

Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas intégré dans la liste des PFAS à rechercher les substances qu'il a mesuré dans les émulseurs utilisés (6:2 FTS, 4:2 FTS, Capstone B, PFPeA et 6:2 FTOH).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : l'exploitant réalisera sous 3 mois une nouvelle campagne d'analyse (1 analyse par mois pendant 3 mois) des substances listées dans sa liste des PFAS et de celles qui n'avaient pas été intégrées (6:2 FTS, 4:2 FTS, Capstone B, PFPeA et 6:2 FTOH) lors de la deuxième campagne, sur les deux points de rejet du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PC n°4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour

<p>délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé de plan d'action de suppression/réduction des émissions de PFAS.</p> <p>La source de PFAS identifiée est l'émulseur du site. L'exploitant mentionne avoir fait évacuer 1 container et des bidons servant aux PIA. Un bordereau de suivi de déchets a été présenté. Il est daté du 26 juin 2024. 1,14 t a été évacuée.</p> <p>Lors de la visite, il y avait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 container d'une tonne d'un autre type d'émulseur (Foam Master 3F33) sans fluor ; - la cuve de 5 m³ d'émulseur AFFF pour l'extinction automatique ; - 5 bidons de 25 litres AFFF pour les PIA. <p>L'exploitant mentionne qu'il souhaite remplacer les émulseurs de type AFFF mais que cela ne se fera pas sur l'année 2025. Il ajoute qu'au vu du contexte financier, la société Huttenes a placé ses salariés en chômage partiel sur certaines périodes en 2025 (cf PC n°10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : PC n°5 : Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Lors des campagnes de recherche dans les rejets en eaux en 2023 et 2024/2025, les substances pour lesquelles une concentration supérieure à la limite de quantification a été mesurée sont :</p>

l'indice AOF, le PFHxA et le PFOA.

AOF :

Les concentrations en AOF pour PR1 sont inférieures à la limite de quantification lors des campagnes d'analyses de décembre 2024, janvier et février 2025. Pour la campagne de 2023, les résultats étaient les suivants :

- septembre 2023 : 3.6 µg/l ;
- octobre 2023 : 450 µg/l ;
- novembre 2023 : inférieure à la limite de quantification.

L'exploitant a réalisé lors de sa dernière campagne une analyse des eaux provenant du forage. Il s'avère qu'une concentration de 3.8 µg/l a été détectée lors de l'analyse de décembre 2024.

L'exploitant estime que la présence en AOF lors des campagnes d'analyses réalisées en 2023 sur PR1 pourrait s'expliquer par l'eau provenant du forage. La teneur plus élevée de 450 µg/l est isolée parmi les résultats de l'ensemble des campagnes. La poursuite de la surveillance permettra de confirmer ou non le caractère isolé de ce résultat.

Les concentrations en AOF pour PR2 sont les suivantes :

- 6.2 µg/l en septembre 2023 ;
- inférieure à la limite de quantification en octobre 2023 ;
- 43 µg/l en novembre 2023 ;
- 39 µg/l en décembre 2024 ;
- 18 µg/l en janvier 2025 ;
- 15 µg/l en février 2025.

Ce point de rejet ne collecte que les eaux pluviales du site. L'exploitant ne sait pas comment expliquer ces résultats.

PFHxA :

Pour PR1, la concentration en PFHxA lors de la campagne de 2023 était inférieure à la limite de quantification (<20 ng/l).

Lors de la campagne 2024/2025, les concentrations en PFHxA étaient les suivantes :

- 5.35 ng/l décembre 2024 ;
- 4.79 ng/l en janvier 2025 ;
- 7.83 ng/l en février 2025.

L'exploitant a réalisé lors de cette dernière campagne une analyse des eaux provenant du forage. Il s'avère qu'une concentration de :

- 5.28 ng/l ont été détectés lors de l'analyse de décembre 2024 ;
- 4.21 ng/l ont été détectés lors de l'analyse de janvier 2025 ;
- 5.16 ng/l ont été détectés lors de l'analyse de février 2025.

Il mentionne que la présence en PFHxA lors des campagnes d'analyses réalisées en 2024/2025 sur PR1 pourrait s'expliquer par l'eau provenant du forage.

Pour PR2, la concentration en PFHxA lors de la campagne de 2023 était inférieure à la limite de quantification (<20 ng/l).

Lors de la campagne 2024/2025, les concentrations en PFHxA étaient les suivantes :

- 7.92 ng/l en décembre 2024 ;

- 13.87 ng/l en janvier 2025 ;

- 13.09 ng/l en février 2025.

Ce point de rejet ne collecte que les eaux pluviales du site. L'exploitant ne sait pas comment expliquer ces résultats. L'exploitant mentionne qu'aucun produit n'est stocké sur l'aire de ruissellement des eaux pluviales et qu'il est dans l'impossibilité d'expliquer la présence de PFAS dans ce point de rejet. Il indique que le dernier stockage extérieur sur cette zone était du charbon il y a 6 ans. Lors de la visite, il n'a pas été constaté de stockage extérieur non couvert.

PFOA :

Pour PR1, la concentration en PFOA lors de la campagne de 2023 était inférieure à la limite de quantification (<20 ng/l).

En décembre 2024, la concentration en PFOA était de 5.62 ng/l.

Il s'avère qu'une concentration de 8.43 ng/l a été détectée lors de l'analyse de février 2025 dans l'eau provenant du forage.

L'exploitant mentionne que la présence en PFOA lors de la campagne d'analyse réalisée en 2024 sur PR1 pourrait s'expliquer par l'eau provenant du forage.

Pour PR2, la concentration en PFOA lors de la campagne de 2023 était inférieure à la limite de quantification (<20 ng/l).

Lors de la campagne 2024/2025, les concentrations en PFOA étaient les suivantes :

- 7.1 ng/l en décembre 2024 ;

- 11.07 ng/l en janvier 2025 ;

- 4.87 ng/l en février 2025.

Ce point de rejet ne collecte que les eaux pluviales du site. L'exploitant ne sait pas comment expliquer ces résultats. Il mentionne qu'aucun produit n'est stocké sur l'aire de ruissellement des eaux pluviales (cf partie sur PFHxA ci-dessus).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC n°6 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable
Constats : L'exploitant envisage une suppression des émulseurs de type AFFF. Aucun échéancier n'a été fixé pour la réalisation de cette mesure (cf PC n°10).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC n°7 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Une campagne exploratoire a eu lieu en 2023 comme demandé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Une nouvelle campagne a été faite entre décembre 2024 et février 2025 (cf PC précédents). Lors de cette deuxième campagne, les flux journaliers n'étaient pas significatifs. Le flux moyen journalier sur la campagne de décembre 2024 à février 2025 étaient : <ul style="list-style-type: none"> -> Pour PR1: <ul style="list-style-type: none"> - AOF: non quantifié ; - PFAS: 0, 05 g/j ; -> Pour PR2: <ul style="list-style-type: none"> - AOF: 0,07 g/j ; - PFAS: 0,0001 g/j.

Toutefois, il est demandé de réaliser une nouvelle campagne de 3 mois intégrant les PFAS présents dans les émulseurs sur les point PR 1 et PR2 (cf. point de contrôle n° 3).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : PC n°8 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des PFAS contenus dans l'émulseur. Il a également fait réaliser une analyse par une société externe. Il a présenté le rapport d'analyse de la société Agrolab du 20 janvier 2025.

D'après la liste du fournisseur, la concentration en PFOS est inférieure à 0.05 µg/g.

D'après l'analyse de la société Agrolab, la concentration en PFOS est inférieure à 5 µg/l (limite de quantification).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC n°9 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

D'après la liste du fournisseur, la concentration en PFHxS est inférieure à 0.05 µg/g.

D'après l'analyse de la société Agrolab, la concentration en PFHxS est inférieure à 5 µg/l (limite de quantification).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PC n°10 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des

articles.
<p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après la liste du fournisseur, la concentration en PFOA est de 0.059 µg/g.</p> <p>D'après l'analyse de la société Agrolab, la concentration en PFOA est inférieure à 10 µg/l (limite de quantification).</p> <p>L'émulseur stocké sur le site contient du PFOA (d'après le fournisseur).</p> <p>L'utilisation est autorisée jusqu'au 3 décembre 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1 : il est demandé un plan concernant la substitution des émulseurs contenant du PFOA et du PFHxA (y compris le nettoyage des systèmes) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, le stockage temporaire sur site) sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : PC n° 11 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu</p>

applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

L'exploitant mentionne ne pas transmettre annuellement des informations (masses, concentrations, mesure de gestion du stock) sur ses stocks de PFOA à la DGPR.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne communique pas annuellement à la DGPR des informations sur la nature et le volume de ces stocks d'émulseurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°2 : il est demandé à l'exploitant de notifier ses stocks d'émulseur contenant du PFOA à la DGPR sous 15 jours. Un modèle national de tableau de notification a été transmis à l'exploitant par courriel par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : PC n°12 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;

<ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
<p>Constats :</p> <p>D'après les éléments du fournisseur de l'émulseur, ce dernier ne contient pas de PFCA C9-C14. Cette substance n'a pas été analysée par la société Agrolab.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : PC n°13 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après la liste du fournisseur, la concentration en PFHxA est inférieure à 0.05 µg/g. D'après l'analyse de la société Agrolab, la concentration en PFHxA est de 150 µg/l.</p> <p>L'utilisation de cette substance est encore autorisée pour l'année 2025. Un plan de substitution des émulseurs est attendu (cf PC n°10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>